



---

## Conseil de sécurité

Débat public sur

### **les enfants dans les conflits armés**

### Children in Armed Conflict

New York, le 7 mars 2014

Déclaration de S.E. M. Paul Seger, Représentant permanent

---

Monsieur le Président,

La Suisse remercie la présidence luxembourgeoise d'avoir organisé ce débat. Nous apprécions particulièrement le format public de ce débat permettant ainsi à tous les Etats membres de réaffirmer publiquement leur engagement en faveur de la protection des enfants dans les situations de conflit armé et de soumettre des recommandations au Conseil de sécurité pour poursuivre l'action concertée de l'ensemble des membres sur une question qui nous concerne tous. Nous saluons spécialement le très important travail que la Représentante spéciale du Secrétaire général, Mme Leila Zerrougui, a effectué et soutenons la campagne commune qu'elle a lancée hier avec l'UNICEF pour mettre un terme à l'enrôlement d'enfants et à leur utilisation par les forces de sécurité gouvernementales dans des conflits d'ici 2016. Parallèlement à ces efforts, nous devons également nous mobiliser pour mettre un terme au recrutement d'enfants et à leur utilisation par les acteurs armés non étatiques.

En dépit des appels répétés de la communauté internationale pour mettre fin aux graves violations des droits de l'enfant commises dans les conflits armés, le nombre des parties aux conflits qui enrôlent des enfants ou les utilisent sur la liste établie par le Secrétaire général en dénombre plus de 50; 46 d'entre elles étant des acteurs armés non étatiques. La Suisse salue les efforts déployés par la Représentante spéciale pour obtenir d'un certain nombre de ces acteurs non étatiques qu'ils mettent un terme aux graves violations commises à l'encontre d'enfants, et pour préparer avec eux des plans d'action. Cela dit, les engagements des acteurs armés non étatiques restent très limités et de nombreux défis persistent en vue d'aboutir à des plans d'action avec ces groupes, notamment en raison de leur nature éphémère, de l'opposition des gouvernements ou de la difficulté d'entrer en contact avec eux.

La Suisse soutient un projet portant sur le renforcement de la responsabilité à l'égard des enfants dans les situations de conflit armé mis en œuvre par le *Liechtenstein Institute on Self-Determination* et *Watchlist on Children and Armed Conflict*. Ce projet cherchera notamment à faciliter les échanges d'informations et le dialogue entre les acteurs armés non étatiques, les Nations Unies et la société civile, pour progresser vers une meilleure mise en

œuvre des plans d'action avec les acteurs armés non étatiques qui commettent des violations à l'encontre des enfants.

Nous continuerons ainsi à soutenir l'organisation non gouvernementale l'Appel de Genève, qui dialogue avec des acteurs armés non étatiques et s'efforce de leur faire signer des engagements visant à prévenir et à prohiber le recrutement d'enfants et leur utilisation dans les hostilités. Par son approche, l'Appel de Genève complète le travail des Nations Unies, des ONG et d'autres parties prenantes.

Monsieur le Président,

La Suisse déplore que des écoles, des enseignants et des élèves soient fréquemment pris pour cibles. Cette pratique, ainsi que celle qui consiste à utiliser des écoles à des fins militaires pendant les conflits armés, compromettent la sécurité des enfants et leur accès à l'éducation. La Suisse les condamne vigoureusement, et appelle les parties aux conflits armés à ne pas faire un usage militaire des établissements scolaires. Dans ce contexte, la Suisse salue l'existence de mouvements tels que la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques.

Il est primordial d'assurer la formation du personnel chargé de protéger les enfants, et de renforcer leurs capacités. La formation à la protection de l'enfance des membres des opérations de maintien de la paix avant leur déploiement est essentielle. Le personnel policier, militaire et civil doit être formé spécifiquement, chacun en fonction de son rôle respectif, à la protection de l'enfance. La Suisse appuiera donc financièrement l'intégration de la protection, des droits et du bien-être des enfants affectés par les conflits armés dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU. D'ailleurs, nous pensons qu'il devrait être interdit aux forces armées gouvernementales qui figurent dans les annexes des rapports du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés de participer aux opérations de maintien de la paix de l'ONU tant qu'elles n'ont pas adopté et intégralement mis en œuvre des plans d'action visant à mettre un terme aux violations commises à l'encontre des enfants.

Pour terminer, la Suisse encourage les Etats qui ne l'ont pas encore fait à ratifier le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

---

*Unofficial translation*

Mr President,

Switzerland thanks the Luxembourg Presidency for holding this debate. We particularly appreciate that it is held in an open format. This is pivotal as it allows all Member States to publicly reconfirm their commitment to the protection of children in situations of armed conflict and to make recommendations to the Security Council for further concerted action by the wider membership on an issue relevant to all of us.

We highly value the important work of the Special Representative of the Secretary-General, Mrs Leila Zerrougui and support the Joint Campaign to End the Recruitment and Use of Children by Government Security Forces in Conflict by 2016, which has been launched yesterday by the Special Representative together with UNICEF. At the same time, we need to mobilise efforts to end the recruitment and use of children by armed non-State actors.

Despite repeated calls of the international community to put an end to grave violations against children's rights in situations of armed conflict, the Secretary General's list of parties to armed conflict that recruit or use children still contains more than 50 perpetrators, 46 of them being armed non-State actors. Switzerland welcomes the Special Representative's efforts to engage with a number of these non-State actors to end grave violations against

children and to finalize action plans. However, commitments from armed non-State actors are still very limited and there are several challenges to the conclusion of action plans with these groups, namely their ephemeral nature, government opposition or access restrictions.

Switzerland supports a project on “Improving Accountability for Children in Situations of Armed Conflict”, which is being implemented by the Liechtenstein Institute on Self-Determination and Watchlist on Children and Armed Conflict. The project will - among other things - focus on information exchange and dialogue between armed non-State actors, the UN and civil society as a step toward increased implementation of action plans.

We will also continue to support the non-governmental organisation Geneva Call, which has access to armed non-State actors and engages them to sign deeds of commitments to prevent and put a ban on the recruitment and use of children in hostilities. Geneva Call’s approach is complementary to the work undertaken by the UN, NGOs and other stakeholders.

Mr President,

Switzerland strongly condemns the widespread targeting of schools, teachers, and students and the practice of using schools for military purposes during armed conflict. We deplore the negative impact on children's safety and access to education, and calls on parties to armed conflict to refrain from the military use of schools. In this regard, Switzerland welcomes initiatives like the Global Coalition to Protect Education from Attack.

Training and capacity building for the personnel responsible for child protection are of utmost importance. Pre-deployment trainings in child protection for peacekeepers are thus essential. Police officers, military personnel and civilians need specialized training on child protection tailored to their particular tasks. In this view, Switzerland will financially support the mainstreaming of the protection, rights and well-being of children affected by armed conflict within UN Peacekeeping operations. Also, we are of the view that government armed forces listed in the annexes to the Secretary General’s reports on children and armed conflict should be prohibited from participating in UN peacekeeping operations until they have adopted and fully implemented action plans to end violations against children.

Finally, Switzerland would like to encourage States who have not yet done so to ratify the Optional Protocol on the involvement of children in armed conflict.

Thank you Mr President.